



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

carrière

Question au Gouvernement n° 3983

Texte de la question

HAUTE FONCTION PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Martin. Le président sortant nous a dit qu'il aimait la France.

Plusieurs députés du groupe UMP. Eh oui !

M. Philippe Martin. En pensant aux millions de chômeurs supplémentaires depuis le début de son quinquennat, je me disais que nous l'avions échappé belle : que se serait-il passé si ce n'avait pas été le cas ? (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Pour occulter son bilan, son dépôt de bilan devrais-je plutôt dire (*Même mouvement*), le candidat de la manipulation s'invente des adversaires virtuels et fait colporter des rumeurs. La dernière en date, diffusée par sa nouvelle porte-parole, consiste à faire croire à la haute fonction publique de notre pays qu'elle court des risques en cas d'alternance. Mais, mes chers collègues, il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Le Président sortant nous avait promis " une République irréprochable ". En réalité, ce quinquennat aura été celui des nominations de complaisance et des évictions de circonstances. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. Et Guérini ?

M. Philippe Martin. On ne compte plus les magistrats du parquet nommés contre l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, à commencer par Philippe Courroye. (*Applaudissements continus sur les bancs du groupe SRC. - Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.*) On ne compte plus les préfets, les directeurs de la sécurité publique débarqués parce qu'ils n'avaient pas su protéger la piscine d'un ami acteur en Corse, parce qu'ils n'ont pas su éloigner les manifestants à Saint-Lô, ou parce qu'ils n'avaient pas su installer le tout à l'égout dans le Var. (*Mêmes mouvements.*)

M. Bernard Deflesselles. Et Guérini ?

M. Philippe Martin. Mes chers collègues, je veux vous dire les choses comme nous les ressentons. La haute fonction publique est une chance pour notre pays dès lors qu'elle est à son service exclusif. Celui qui vous dit cela a été haut fonctionnaire jusqu'en 1995, préfet des Landes débarqué par Alain Juppé en une semaine, laissé au placard pendant deux ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Quand on veut monter au mât de cocagne, il faut avoir des chemises aux pans blancs ; ce n'est pas votre cas ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Nicolin. Dans quel camp est la violence verbale ?

M. le président. Mes chers collègues, je vous demande de vous calmer.

La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, il ne faut pas plaisanter avec la République et avec la neutralité de la fonction publique. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Le Président de la République a oeuvré dans le sens d'une République irréprochable. (*Même mouvement*) Le Président de la République a rééquilibré les pouvoirs dans notre pays.

Qui a décidé de nommer un député socialiste à la tête de la commission des finances ? C'est nous, ce n'est pas vous ! Qui a décidé de nommer un député socialiste à la tête de la Cour des comptes ? C'est nous, ce n'est pas vous ! Qui a décidé de nommer un ancien sénateur socialiste au Conseil constitutionnel ? C'est nous, ce n'est pas vous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Alors, monsieur Martin, il est vrai qu'aujourd'hui le Président de la République a décidé que l'administration serait aussi jugée sur ses performances. Cela signifie que, lorsqu'un fonctionnaire ne remplit pas sa mission, il faut pouvoir le changer.

J'ai entendu le candidat François Hollande dire qu'il adopterait le système américain des dépouilles s'il était élu et que tous les directeurs d'administration centrale nommés par Nicolas Sarkozy devraient changer. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Plusieurs députés du groupe SRC. C'est faux !

M. Patrick Lemasle. Vous mentez ! Il n'a jamais dit ça !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Cela, c'est contraire au pacte républicain, c'est sectaire, c'est le contraire de la République que nous défendons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3983

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2012